

## Dominique Reynié

### *Sciences pour l'État et savoirs pour le monde*

Si les sciences sociales, comme toutes les sciences, sont nées du désir de comprendre, elles doivent une bonne part de leur développement à l'enthousiasme des gouvernements. Aussi, depuis leur avènement, éprouveront-elles un malaise qu'elles ne sont jamais parvenues à dépasser. Les sciences sociales sont des sciences princières, entendons des sciences politiques, des sciences pour la politique. En témoigne avec une grande force et une grande

rigueur la tradition de la raison d'État, qui nous conduit du caméralisme à l'économie politique, du recensement à la sociologie, de la philosophie au droit public, etc. Sociologues et philosophes, économistes, juristes, géographes et historiens qui ont si souvent rêvé d'être des contre-pouvoirs savent que les disciplines qui les inspirent, les regroupent et les organisent ont été l'expression d'un État à la recherche de catégories pour décrire et organiser, ordonner le monde naturel en un monde social, pour faire un peuple d'une multitude présente en un lieu, puis le réinventer en nation par le récit historique et la fiction identitaire.

Le sociologue est né sociologue d'État, le savant est devenu un intellectuel organique, un « philosophe salarié », pour reprendre la formule cruelle par laquelle Joseph Ferrari, au XIX<sup>e</sup> siècle, stigmatisait l'effondrement de la philosophie en métier et, qui plus est, à ses yeux, en métier d'État. On songe à Spinoza qui refusait la sécurité du professorat et le confort des chaires académiques pour lui préférer le dur gagne-pain de polisseur de verres dans l'indépendance duquel il voyait la condition de la philosophie.

Cet arraisonnement des sciences engendre un malaise d'autant plus grand que le savoir ne procède pas de l'utilité des services qu'il est capable de rendre mais avant tout du rapport au monde qu'il implique, lequel est pour l'homme un rapport nécessaire. Le fondement du savoir est anthropologique. Savoir est le fruit d'un irrépressible désir qui n'a pas d'autre cause que la nature du sujet connaissant. Le désir de connaître et l'effort déployé pour y parvenir sont l'expression parfaite de l'humanisme. Dans ce qui est connu ou le devient, dans ce qui est compris ou le devient, c'est bien l'homme qui apparaît puis se déploie. De là, on le sait, une difficulté singulière pour les sciences de l'homme et de la société, car elles cherchent à connaître une nature qu'elles réalisent dans le mouvement même qui porte la volonté de connaître. Les catégories qui constituent le regard et la compréhension se dilatent et se délitent au fur et à mesure que l'histoire sociale se déploie : nation et globalisation, classe sociale et individualisation, genre et transgenre, lien social et réseaux sociaux, matériel et virtuel, hybridation du naturel et de l'artificiel, de l'homme, de la machine, de l'animal, et ainsi de suite.

La volonté de savoir est pourtant l'impossible fierté de l'humain car elle est sans l'alternative de ne pas être. Elle procède d'un être incapable de ne pas chercher à comprendre parce qu'il se trouve dans l'obligation de décider pour agir, d'opter pour l'action qu'il doit conduire ; à la différence de la plupart des êtres vivants, il ne lui est pas donné de pouvoir vivre sans choisir, par la soumission au diktat des instincts et de la reproduction mimétique. Par le savoir, l'homme se trouve impliqué dans la détermination de son propre destin ; en même temps qu'il découvre cette capacité inouïe, il connaît la fébrilité du choix, dans l'épreuve de sa liberté. Comme préhension du monde, par l'image, par l'idée ou en concepts, par la sensation, par le geste ou par l'expérience, le savoir obtenu ouvre sur des capacités de faire. Il déplie donc un éventail des possibles. Mais, à l'aune des conséquences, connues ou suspectées, qu'ils peuvent engendrer, il n'y a pas d'équivalence entre tous les possibles. Il n'y a pas non plus, dans toute connaissance acquise, un principe de bienveillance qui en garantirait la saine utilité ou un principe de lucidité qui en assurerait le bon usage. Le savoir ne se confond pas avec la sagesse ou la prudence sans un effort supplémentaire et spécifique, lequel n'est pas moins anthropologique mais se distingue radicalement de la science. Oui, il faut gouverner les sciences, y compris les sciences sociales.

En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, les résultats présents de notre irrésistible penchant font l'objet d'évaluations contradictoires. Ainsi, le réchauffement de la planète et la globalisation manifestent de quoi est capable le genre humain. Si l'on discute des bienfaits et des méfaits de la globalisation, personne ne songe à se réjouir du changement climatique. Résultant pour partie de l'activité

humaine, le réchauffement climatique fournit les pièces d'un procès de l'agitation humaine et d'une connaissance jugée débridée qui ressemble parfois au procès de la nature humaine.

La capacité de l'homme à connaître ne dépasse-t-elle pas la sagesse dont il est capable, la possibilité de connaître les conséquences de ses actes et sa capacité à connaître les conséquences de sa connaissance, comme si, parvenu au bout d'un long chemin de savoir, l'homme devait soudainement déboucher sur un abîme d'ignorance. À quoi servent les sciences sociales s'il faut être sage ?

Accomplir la nature humaine sans consumer la nature qui l'accueille est l'impératif qui décrit la révolution des savoirs engagée aujourd'hui. Le savoir de l'homme sans cesse fonde, ordonne et bouscule sa condition en un déséquilibre permanent qui relance le savoir. Quelle science n'est pas aujourd'hui inspirée par ces nouveaux « temps modernes » ?

L'anthropocène redessine l'horizon des sciences de la nature et des sciences sociales, appelant de substantielles discussions pour la définition des nouvelles identités. Pour les savoirs aussi, le temps du métissage est venu. Advenues dans le sillage de l'État et de la nation, nées pour servir la puissance publique et ses gouvernements, les sciences sociales sont désormais invitées à penser le post-nationalisme ; nées de la puissance européenne et occidentale, et pour les accomplir, elles sont désormais invitées à penser le monde depuis sa globalisation ; nées dans et pour le déploiement de la puissance mécanique et productiviste, les sciences sociales doivent penser le monde et l'humanité depuis la nature, sa biosphère et les animaux qui la peuplent. Ce n'est plus ni la puissance publique ni une nation qu'elles doivent éclairer, mais le genre humain, lequel semble parvenu à un point de son histoire que les sciences humaines et sociales avaient parfois entrevu mais qui n'avait été pensé que par la seule philosophie.